

REPUBLIQUE DU BENIN



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MESSAGE DE MONSIEUR PATRICE TALON PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT, CHEF DU GOUVERNEMENT SUR L'ETAT DE LA NATION

Porto-Novo, Palais des Gouverneurs, le 21 décembre 2023

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,

Mesdames et Messieurs les députés,

Ces dernières années, je n'ai de cesse de souligner le nouvel état d'esprit qui caractérise désormais notre pays et nous caractérise en tant que citoyens : celui de nous laisser porter par un vent nouveau fait de détermination, d'optimisme, de rigueur, de foi en l'avenir.

Cet état d'esprit, c'est celui de ne jamais renoncer face aux difficultés, mais d'y voir un motif pour amplifier nos efforts en vue de la satisfaction de nos besoins.

C'est celui, également, de demeurer convaincus que dans notre quête du meilleur pour nous-mêmes et davantage pour les générations futures, plus rien ne nous est impossible et que nos efforts seront couronnés par le bien-être collectif et individuel tant recherché.

C'est pour cela que, quand bien même la situation dans le monde, ces douze derniers mois, n'est pas des plus reluisantes, pas plus que dans notre pays, nous avons œuvré à préserver la paix, les libertés et la démocratie sans renoncer à la nécessaire bonne gouvernance.

Avec ces acquis qui continuent d'être des données fondamentales de notre communauté de destin, et les échanges politiques entre acteurs de tous bords, dans la convivialité et l'esprit républicain, nous entretenons un vivre ensemble qui nous est envié.

Cette quiétude n'est cependant pas absolue car, au plan sécuritaire, nous continuons d'être préoccupés du fait notamment de la dégradation de la situation chez certains de nos voisins.

De fait, malgré nos efforts intenses pour garantir la sécurité ainsi que la libre circulation des personnes et des biens sur toute l'étendue du territoire national, nous ne pouvons pas être pleinement satisfaits tant que des défis restent à relever.

Car, à la vérité, l'insécurité dans le monde et dans notre sous-région, affecte considérablement notre quotidien.

C'est le lieu pour moi de réitérer les préoccupations et la désapprobation du Bénin relativement au conflit entre la Russie et l'Ukraine, tant la guerre qui en découle impose de lourdes conséquences au monde.

Une guerre avec laquelle nous n'en avons pas fini que déjà un nouveau foyer incandescent de tension apparaît.

Oui, la situation au Proche-Orient inquiète et appelle une mobilisation générale en vue de faire taire les armes.

Ici, autant nous condamnons l'attaque du Hamas en date du 7 octobre 2023, autant nous condamnons la disproportion de la riposte israélienne et appelons à l'arrêt des hostilités afin que les drames d'aujourd'hui ne fassent le lit à une insécurité plus globale à transmission transgénérationnelle.

En tout cas, au Bénin, nous voulons d'un monde débarrassé des guerres et du terrorisme.

Nous croyons à la coexistence pacifique des nations et des peuples.

C'est cette même logique qui me pousse à exprimer aujourd'hui notre volonté de voir se rétablir rapidement les relations entre le Bénin et les pays où des coups d'Etat sont intervenus pour remettre en cause les processus démocratiques.

La prise du pouvoir par les armes doit être condamnée par tout démocrate convaincu.

Nous l'avons fait en exprimant notre réprobation, restant ainsi en phase avec les valeurs de notre pays, mais aussi en étant aligné avec les organisations régionales, sous-régionales et continentales, ainsi qu'avec la communauté internationale.

Il est clair, cependant, que le Bénin n'a jamais voulu ni souhaité que les sanctions imposées par les instances communautaires ou internationales aient pour effet de compliquer le quotidien des populations, de leur rendre la vie encore plus difficile.

C'est pourquoi notre diplomatie n'a pas manqué d'adresser, de manière discrète et répétée, des messages à ces pays frères, notamment le Niger.

Car, nous sommes convaincus qu'il y a un temps pour condamner, un temps pour exiger et un temps pour faire le point, voire prendre acte.

Mais prendre acte requiert que nos interlocuteurs jouent leur partition en rassurant, en exprimant clairement leurs intentions, mais aussi leurs attentes vis-à-vis de la communauté internationale.

Ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui.

C'est dire que la balle est bien dans le camp des autorités de fait qui doivent donner des gages de leur volonté de discuter et d'entendre aussi les préoccupations légitimes de la communauté à laquelle leur pays appartient.

Autrement, ce serait un blanc-seing donné à quiconque voudrait, par les armes, déstabiliser nos Etats et remettre en cause la démocratie.

Or, nous avons plus que jamais besoin, au regard de la situation dans le monde, que dans nos pays, le pouvoir d'Etat soit de plus en plus stable pour mettre fin à la marginalisation du continent.

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,

Mesdames et messieurs les députés,

Les conséquences de la dégradation de la situation dans le monde, nous les ressentons encore de plein fouet.

Ainsi, sur nos marchés, il n'est point besoin d'être expert pour observer que la cherté de la vie est toujours d'actualité.

Et pourtant, cette année encore, le Bénin s'est illustré comme le pays qui a connu le taux d'inflation le plus bas dans notre sous-région, lequel s'établit autour de 3%.

Tout cela résulte bien de notre politique sociale soutenue, grâce à laquelle nous avons maintenu les subventions sur certains produits de première nécessité ou de grande consommation.

En sus, la revalorisation des salaires dans des proportions historiques, intervenue en décembre 2022, a aidé à atténuer la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, à défaut de l'améliorer.

De même, nous avons déployé des filets sociaux qui ont permis notamment à près d'un million de pauvres extrêmes de nos 77 communes de recevoir leurs cartes d'identité biométriques pour bénéficier de l'assurance-maladie.

Sous ce même registre, nous avons intensifié le Projet d'Inclusion des Jeunes, ARCH Formation, les transferts monétaires, impactant ainsi plusieurs milliers d'artisans qui ont bénéficié de renforcement de capacités et, pour certains d'entre eux, de financements pour s'installer.

En ce qui concerne spécifiquement les micro-crédits dont le nombre de bénéficiaires s'accroît considérablement, notre pays est classé premier de l'UEMOA en matière d'inclusion financière. Mieux, une dotation de 12 milliards de FCFA est prévue pour 2024, pour l'octroi des crédits de 50.000 à 100.000 FCFA en vue d'optimiser les effets de ce programme.

Déjà les pratiques ont considérablement changé.

Nos mères, nos femmes et nos sœurs en particulier, ne sont plus obligées de se parer d'uniformes qui leur coûtent une partie du prêt obtenu, de s'exposer au soleil, de perdre des journées entières, en vue de louer de soi-disant bienfaiteurs.

Il est vrai que le souci de transparence et la volonté de mettre fin à l'instrumentalisation de leurs difficultés voire à leur chosification, entraînent aussi des désagréments mais nous travaillons à y remédier.

Mesdames et messieurs,

Un secteur qui paie un lourd tribut aux crises qui agitent le monde, c'est bien le secteur agricole.

Les conflits et les guerres qui s'observent ici et là, induisent la rareté des intrants et, par conséquent, leur cherté.

Dans ces conditions, même si nous avons engagé de réels efforts pour mettre les intrants à la disposition de nos producteurs à prix subventionnés, un ralentissement du boom de la production s'est observé.

Mais, conscients que ce secteur est le moteur de notre développement socio-économique, nous lui avons maintenu et amplifié notre soutien.

Cela se traduit notamment par la mise à disposition de machines et équipements agricoles à des prix subventionnés à hauteur de 50%, ce qui fait qu'un engin de valeur 1.000.000 FCFA est vendu aux producteurs à moins de 500.000 FCFA, un autre de 15.000.000 FCFA est cédé à moins de 8.000.000 FCFA.

Grâce à cette politique, il s'observe déjà un taux de pénétration des machines agricoles qui s'accroît de façon significative et facilite de plus en plus la production agricole.

A terme, notre objectif est que d'ici la prochaine décennie, l'agriculture béninoise soit entièrement mécanisée et, surtout, que la productivité s'améliore continuellement pour garantir la sécurité alimentaire mais aussi enrichir de plus en plus nos producteurs et réduire la pénibilité du travail agricole.

La société nationale de mécanisation agricole et le Fonds national de développement agricole seront, à l'avenir, encore plus présents aux côtés de nos producteurs.

Cette agriculture, nous la voulons encore plus diversifiée, avec l'émergence de nouvelles filières.

Cap sera ainsi mis sur une production massive de manioc pour fournir l'industrie nationale en pleine émergence. Ce ne sera pas comme ce qui a été vu jadis au Bénin.

Ce sera aussi le cas pour l'arachide en vue de sa transformation sur place au Bénin en huile alimentaire pour compléter l'offre nationale d'huile de qualité, afin de remplacer les importations dont la qualité n'est pas souvent à la hauteur des normes et standards requis pour la santé de nos populations.

Pour conforter cette dynamique, nous avons besoin de pistes rurales en bon état.

Là, malgré notre vaste programme de traitement annuel systématique des pistes rurales et routes en terre, qui impacte littéralement plus de 15.000 km de linéaire, la situation globale n'est pas encore satisfaisante.

C'est pourquoi, pour les années à venir, nous programmons de reconstruire la grande majorité de nos pistes rurales afin d'optimiser leur praticabilité et, ainsi, favoriser l'évacuation plus aisée des productions vers les lieux de commercialisation.

Cet intérêt manifeste pour les pistes et routes à vocation agricole ne nous conduit pas, pour autant, à délaissier les infrastructures de mobilité urbaine ou interurbaine.

En la matière, le taux d'exécution des nombreux chantiers ouverts ici et là dans le pays reste élevé même si l'impatience des usagers à avoir de belles routes achevées donne le sentiment parfois qu'on n'avance pas assez vite.

Nous maintenons donc le cap de la modernisation et de l'élargissement de notre réseau routier, convaincus qu'il est indispensable pour l'activité économique comme pour la libre circulation des personnes et des biens.

Néanmoins, il y a lieu de relever que dans ce secteur aussi, nous subissons les contre-coups des secousses qui frappent le monde.

En effet, l'inflation qu'elles induisent fait que nos prévisions budgétaires sont parfois dépassées parce que les coûts d'objectif changent très vite et nous sommes parfois amenés à rechercher des ressources complémentaires pour tenir nos prévisions, ce qui peut prendre un certain temps et, par suite, faire différer les échéances de réalisation.

Mais de façon générale, nous avons de réels motifs de satisfaction quant à la marche de notre pays vers davantage de progrès et de bien-être.

A ce propos, il convient de faire remarquer que dans le secteur de l'éducation, nos efforts commencent à générer des transformations positives appréciées de tous, et que notre option de donner priorité à l'enseignement et la formation techniques et professionnels se concrétise enfin.

Certes, nous avons été freinés dans un premier temps parce que plusieurs de nos communes n'arrivaient pas à rendre disponibles les superficies demandées pour implanter des lycées techniques agricoles ou des écoles de métier.

Mais notre détermination a permis de lever les goulots d'étranglement et, déjà, les premiers appels d'offres ont été lancés récemment.

Le reste suivra sur les mois à venir et, assurément, la deuxième moitié de l'année 2024 verra les chantiers physiques s'ouvrir un peu partout.

Il en sera de même pour les lycées scientifiques et les écoles normales pour lesquels les financements ont été mobilisés ; ce qui nous permettra de renouer très bientôt avec l'excellence au Bénin.

Comment, **mesdames et messieurs**, ne pas évoquer ici l'attraction qu'est devenue notre initiative Sèmè City, où des formations de pointe se donnent déjà à de jeunes béninois et africains, et qui prendra encore plus d'envergure avec la construction de son campus futuriste de Ouidah pour lequel les premiers marchés ont déjà été signés ?

Au point où nous en sommes, il n'y a plus de doute que Sèmè City sera effectivement un hub continental pour l'enseignement supérieur scientifique, technique et professionnel de qualité et aux normes internationales.

Cette même conviction m'anime en ce qui concerne le renouveau de notre système de santé.

Si les réformes opérées lui ont rendu sa crédibilité auprès des populations, nous travaillons à lui faire franchir un nouveau palier.

Avec les recrutements importants effectués et ceux à venir, avec la réhabilitation de nos hôpitaux et centres de santé, avec l'achèvement et la mise en service courant 2024 du Centre hospitalier international de Calavi, il va sans dire que nos

populations auront de plus en plus accès à des soins de qualité partout sur le territoire national.

La construction de l'hôpital de Togbin, sans oublier la mise aux normes des plateaux techniques existants et l'amélioration des pratiques hospitalières y contribueront aussi.

Des prestations de qualité, c'est ce que nous sommes aussi en droit d'espérer en matière d'accès à l'électricité et à l'eau potable.

S'agissant tout particulièrement de l'électricité, grâce aux infrastructures de production que nous avons réalisées, la consommation des ménages a explosé dans tous le pays.

Tout comme celle des entreprises.

Ceci traduit une belle dynamique dont nous devons nous féliciter même si nous connaissons encore beaucoup de désagréments.

Il s'ensuit que l'existant doit être renforcé par des équipements confortatifs.

Là-dessus, je voudrais vous rassurer, **mesdames et messieurs les députés**, que des travaux gigantesques sont déjà en cours pour que d'ici à 2025, une amélioration notable puisse s'observer dans la fourniture et la qualité de l'énergie au Bénin.

Ce sera pareil en matière d'eau potable.

Là aussi, les réalisations historiques que nous faisons en milieu rural comme dans les villes, autorisent à espérer une embellie remarquable de la qualité des services délivrés.

Dans tous les cas, les perturbations observées et les insatisfactions du moment ne doivent pas nous faire perdre de vue le chemin déjà parcouru, qui atteste que nos efforts paient et que nous devons les maintenir pour une satisfaction optimale de nos besoins.

Les désagréments de ces jours-ci ne doivent pas nous faire douter de notre capacité à franchir toutes les étapes, surmonter toutes les difficultés.

Mesdames et messieurs représentant la nation,

S'il est un secteur qui symbolise bien le Bénin révélé en dehors de tout ce que le nouvel état d'esprit permet de réaliser, c'est celui du Tourisme, de la Culture et des Arts.

Ici, chacun voit, qu'il soit sur le territoire national ou en dehors, qu'une dynamique nouvelle s'installe.

Une effervescence réelle est perceptible parce que notre pays rayonne de plus en plus.

Il en sera davantage ainsi avec les réceptifs hôteliers de premier plan déjà réalisés ou en cours de réalisation, les musées en construction (Porto-Novo en est témoin), les infrastructures de toutes sortes dont les travaux ont démarré et qui vont définitivement donner une identité forte au secteur.

Au titre de celles-ci, figure le Quartier culturel et créatif de Cotonou qui sera, je vous en donne l'assurance, une véritable attraction dans la ville.

Ecosystème de création et de services artistiques, ce Quartier culturel et créatif fera de Cotonou le hub de la scène artistique contemporaine africaine en la positionnant comme une ville créative, centre névralgique d'une économie de l'art incontournable sur la carte du circuit artistique international.

Le visiteur, qu'il soit du Bénin profond ou de l'étranger, verra entre autres se côtoyer dans cet écrin, le Musée d'art contemporain de Cotonou, l'institut franco-béninois, le nouveau village artisanal, des ateliers et résidences d'artistes, des salles de cinéma, de bowling et de jeux vidéo, l'Aréna, plateforme multifonctionnelle de 7000 places, de classe mondiale, pouvant accueillir différents types d'événements sportifs, des concerts, des congrès, des événements de divertissement et des festivals, etc. C'est pour très bientôt, **mesdames et messieurs**.

Ainsi, au-delà de la satisfaction de nos besoins propres, ces installations amélioreront considérablement l'attractivité de la destination Bénin.

Dans ce cadre, les travaux pour la bonne et entière connectivité numérique à l'intérieur du territoire et avec l'extérieur se poursuivront à un rythme satisfaisant même si cela génère parfois des déviances comme la cybercriminalité -parfois l'excès de biens entraîne des déviances-.

Mais le plus important reste l'utilisation positive que nous en faisons tout en combattant vigoureusement les délits et crimes qui s'y développent.

L'internet est désormais dans notre quotidien presque partout.

De Cotonou à Nikki, Malanville ou Tanguiéta, de Kétou à Bantè, Bassila ou Boukombé en passant par toutes les autres communes, la digitalisation a pris corps et le numérique nous facilite de plus en plus la vie.

Lequel d'entre nous, qu'il soit agent de l'Etat ou non et où qu'il se trouve, n'a jamais encore bénéficié de l'un des 235 services publics entièrement digitalisés et disponibles en ligne 24h/24, 7 jours sur 7 ?

Qui n'a pas sollicité, de jour comme de nuit et sans avoir à se déplacer, un acte de naissance, un casier judiciaire, une prestation administrative ?

Qui est encore tenu d'aller à la circonscription scolaire parce que son enfant va à un examen ou pour en connaître le résultat ?

Toutes les formalités relatives aux examens sont accessibles désormais en un clic et à peu de frais.

Et pour permettre à chacun de devenir un usager de tous les services en ligne, le processus d'attribution de numéro personnel d'identification n'est plus un parcours du combattant.

Nous avons œuvré à installer dans toutes nos communes et dans tous les arrondissements des communes à statut particulier, ainsi que dans nos représentations diplomatiques et consulaires, un bureau de l'Agence Nationale d'Identification des Personnes (ANIP).

Ce faisant, nous facilitons l'enrôlement continu des citoyens, la délivrance des actes de naissance et des certificats d'identification personnelle.

La prochaine étape sera de doter les arrondissements des communes intermédiaires ou ordinaires de démembrements de l'ANIP, pour rapprocher davantage les services d'état civil des populations.

Mais au-delà des personnes physiques, le numérique et la digitalisation impactent aussi nos micro, petites et moyennes entreprises autant que les grandes entreprises.

Il leur permet d'accomplir de nombreuses diligences en ligne, de faire des économies d'échelle et de développer des services nouveaux.

Mieux, nous avons mis en place l'Agence de développement des petites et moyennes entreprises qui, fonctionnant comme un guichet unique de toutes les interventions de l'Etat à leur profit, sera pour elles un acteur clé de leur développement.

Notre attention à leur égard se justifie d'autant que l'essentiel de notre tissu économique est fait de PME.

Qu'elles soient formelles ou informelles, ce sont elles qui créent l'essentiel de notre richesse nationale dont nous veillons à gérer les ressources versées à l'Etat avec beaucoup de rigueur et de transparence.

Les reconnaissances internationales en la matière ne manquent d'ailleurs pas comme tout le monde le sait de plus en plus.

Ainsi, sur les enjeux globaux tels que le développement durable et la transparence fiscale, le Bénin est classé premier en Afrique et parmi les meilleures nations au niveau mondial.

En effet, en juin 2023, l'Organisation des Nations Unies a classé notre pays 1^{er} en Afrique et 5^{ème} dans le monde pour l'indice qui mesure la capacité des Etats à générer des solutions pour le développement durable et à respecter leurs engagements.

Plus récemment, le Conseil sur les politiques économiques et l'Institut allemand pour le développement et la durabilité ont classé le Bénin au 8^{ème} rang mondial, et premier en Afrique, en termes de transparence des dépenses fiscales des pays.

Par ailleurs, nos partenaires traditionnels internationaux continuent de nous manifester une confiance soutenue.

Ainsi, le FMI a ainsi plébiscité les efforts du Bénin, qui est devenu le deuxième pays à bénéficier de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité, avec un accès à 120 % de sa quote-part.

Quant à la Banque Mondiale, elle contribue à révéler l'excellence de nos performances à travers son indice relatif à l'évaluation des politiques et des institutions, lequel nous classe encore premier en Afrique de l'Ouest et en ce qui concerne plus spécifiquement le volet Politique économique, premier dans toute l'Afrique.

Quant aux agences de notation internationales les plus réputées, elles n'ont de cesse de reconnaître la résilience de l'économie béninoise et la vaillance des Béninois.

En octobre 2023, Standard & Poor's a maintenu la notation de B+ du pays et révisé favorablement la perspective associée, passant de Stable à Positive.

Cette décision remarquable dans le contexte actuel d'instabilités internationales croissantes, place le Bénin comme le seul pays d'Afrique disposant d'une perspective Positive avec cette Agence.

Mesdames et messieurs,

Monsieur le Président,

Ces performances ne sont pas le fruit du hasard.

Elles relèvent bien de nos efforts collectifs et je voudrais en partager le mérite avec la nation tout entière.

Avec vous les députés en particulier, vous qui nous donnez les moyens de mise en œuvre de notre politique de développement, comme vous l'avez encore fait le 8 décembre dernier en adoptant le budget général de l'Etat gestion 2024.

C'est dire, **Monsieur le Président**, que même si parfois nos prévisions ou nos prophéties ne se réalisent pas entièrement, nous sommes quand même sur le bon chemin. L'essentiel, dans une nation, c'est que tout le monde soit sérieux, notamment les gouvernants ; que les efforts des uns et des autres soient de nature à produire le développement collectif et quand les gouvernants sont sérieux, la nation se met davantage au travail et les résultats s'observent. C'est le cas du Bénin.

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,

Mesdames et messieurs les députés,

Pour bien gérer nos ressources, vous et nous faisons les efforts nécessaires et c'est ce qui nous permet de faire des investissements conséquents pour assurer toujours plus de sécurité à nos populations.

C'est cela qui nous a permis, par exemple, de recruter 3.500 jeunes gens sur titre au profit des Forces armées béninoises en 2023, 2.000 autres pour la Police républicaine, puis de renforcer leurs capacités opérationnelles et logistiques, notamment par l'acquisition d'équipements de pointe dont des vecteurs aériens.

Tous ces efforts ont pour objectif d'accroître leur résilience, de maintenir leur moral au beau fixe en vue de leur permettre de se consacrer efficacement à leurs missions régaliennes.

Toutes choses qui suscitent, de la part de nos partenaires, un regain d'intérêt manifesté par leur soutien remarquable.

Mesdames et messieurs les députés,

Il est un domaine dans lequel nos performances étonnent aussi et suscitent admiration.

C'est notre politique d'industrialisation dont le fleuron, aujourd'hui, est la Zone économique spéciale de Glo-Djigbé.

J'en parle avec fierté car je suis convaincu qu'il y a trois ans, quand j'annonçais ce chantier lors de ma tournée de reddition de comptes, très peu y croyaient y compris dans nos propres rangs.

Aujourd'hui, nous y voilà ! et j'ose l'affirmer, ce que nous voyons déjà à Glo-Djigbé n'est rien, par rapport à ce qui vient devant.

Avec l'engouement des grandes entreprises pour s'y installer, dans quelque temps, ce ne seront plus seulement 10.000 jeunes béninois qui vont y travailler, mais des centaines de milliers de Béninois.

C'est aussi cela, la plus-value générée par un climat incitatif pour les affaires et la transformation de nos matières premières.

Mesdames et messieurs,

Notre volonté farouche de maintenir au Bénin nos matières premières, produites par nos vaillantes populations, relève de notre ambition de créer de la richesse et de l'emploi au Bénin, ici, de sorte que nos enfants, les uns après les autres, ne soient dans la détresse et soient contraints à l'exil d'autant qu'on peut l'observer, les règles dans le monde nous appellent à prendre conscience de ce que le bonheur, ce n'est pas dehors ; c'est au Bénin.

Et c'est pour cela, **Monsieur le Président**, que nous ne ménagerons aucun effort. Nous ferons de notre politique, une véritable détermination pour que les efforts ne soient pas faits au gré des uns et des autres.

Si l'intérêt du Bénin s'observe et doit se construire, doit être réel par nos efforts, les dirigeants que nous sommes en feront donc le serment et feront en sorte que chaque Béninois n'ait pas le choix.

Cette dynamique va s'amplifier sur les années à venir, avec un effet d'entraînement sur les industries locales, qu'elles soient implantées à Glo-Djigbé ou partout dans le Bénin.

Mon engagement est de faire avec vous un Bénin de développement, un pays qui dans les années à venir n'aura plus rien à envier aux grands pays, mais un pays

qui doit se distinguer dans cet océan de difficultés, de pauvreté et de misère. Le Bénin fera son chemin tout seul s'il le faut.

Et c'est pour cela que nous travaillons à renforcer l'efficacité de l'appareil judiciaire, à travers la poursuite des recrutements des professionnels qui l'animent, mais aussi par la spécialisation de nos juridictions.

Aussi avons-nous opérationnalisé la Cour d'appel de commerce de Cotonou et la Cour spéciale des Affaires foncières pour plus d'efficacité.

C'est cette recherche d'efficacité au profit de tous qui nous a conduits à préparer un projet de loi sur l'aide juridique qui vous sera soumis incessamment, et qui permettra à nos concitoyens, surtout les plus démunis, de bien défendre leurs droits devant nos juridictions.

Mesdames et messieurs,

Qui, ici, se plaindrait du fait que le développement de notre pays se réalise de façon méthodique et ordonnée ?

Qui ne voudrait pas, que l'amélioration de nos conditions de vie soit durable et planifiée sur plusieurs générations ?

C'est pour ces raisons que nous avons introduit devant vous, un projet de loi-cadre sur la planification du développement et l'évaluation des politiques publiques ; et que nous avons lancé le processus de formulation de la Vision Bénin 2060 pour laquelle nous projetons notre pays dans le temps, à l'horizon de ces cent ans d'âge.

Notre rôle n'est pas de gouverner seulement pour le présent mais surtout pour l'avenir.

Enfin, malgré nos tendances politiques différentes qui font que nous pouvons diverger sur les méthodes, l'on devrait être unanimes pour tirer la conclusion que patiemment, avec méthode et sérieux, le Bénin se construit sans tapages, sans poses de premières pierres, sans premiers coups de pioche, sans inauguration et que sais-je encore !

Le Bénin se construit et les résultats sont de plus en plus visibles.

Ne pas le reconnaître, c'est minimiser voire ignorer les efforts qu'ensemble nous fournissons pour nous donner un destin aux couleurs de nos attentes.

Le mérite appartient donc aux Béninoises et aux Béninois de toutes conditions, de toutes nos communes, de tous nos villages et quartiers de ville ; sans oublier ceux de la diaspora.

Et c'est bien, **mesdames et messieurs**, ce Bénin avec ses filles et ses fils, c'est ce Bénin que je voudrais remercier pour finir mon propos, qu'ils soient, ses filles et ses fils, des champs, des marchés, du monde artisanal ou industriel, de l'administration publique ou privée, ou encore de la société civile.

Mesdames et messieurs,

Monsieur le Président de l'Assemblée,

J'ai coutume de dire que je suis fier d'être Béninois. Cela n'a jamais été pour moi un langage politique. Ma foi ! mon espérance en notre pays, en nous-mêmes et en chacun de nous, est réelle. Et je voudrais à cet effet vous remercier les uns et les autres, remercie le Parlement qui nous donne les moyens, remercier qui nous donne le bonheur d'entretenir cette espérance ; qui me donne la raison de croire que de mon vivant je verrai de mes yeux un Bénin développé.

Merci.